Le statut des enseignants ou

Un détour par l'Histoire pour éclairer des situations du présent et préserver le futur : tel est l'enseignement que nous livre l'expression «comme l'armée mexicaine». Pendant les années de lutte zapatiste, la nombreuse armée des révolutionnaires était menée par un commandement simplifié (en nombre) et homogène avec à sa tête Zapata. En face, l'armée mexicaine minée par le désordre de ses nombreux chefs, aussi nombreux que les soldats, les braves Sancho Pança. Résultat des courses : l'armée des généraux n'avait pas assez de combattants pour affronter le feu des soldats révolutionnaires. Et ce fut la débandade.

Par Mouloud Elguenzati
mouloudelguenzati@yahoo.fr

Revenons à notre sujet. La levée de boucliers autour du statut des enseignants nous a inspiré cette parenthèse historique pour la simple raison que le document en question — quoique louable dans son intention — est bel bien truffé de contradictions. Mais à qui la faute ? Qui a insisté pour le rendre aussi inefficace que cette «armée mexicaine» ? D'emblée, sa lecture nous livre une inflation de grades jusqu'à ne plus comprendre ni l'esprit, ni la lettre d'une initiative qui se voulait au départ prometteuse. Il s'agissait pour les initiateurs du projet – le Men, les syndicats et la Fonction publique – d'assurer un plan de carrière basé sur la formation menant au mérite et ouvrant ainsi la voie à l'amélioration de la qualité de notre enseignement. Mais ne voilà-t-il pas que les tractations se retrouvèrent prises en tenaille par la pression de la protesta qui agitait le spectre des grèves perlées pour la préservation d'un pouvoir d'achat rachitique. A l'époque, en 2008, il n'y avait pas encore les fameuses augmentations. A défaut de décrocher l'augmentation des salaires, les négociateurs des deux bords ont coupé la poire en deux. Il fallait jouer sur une profusion des grades assortis à des augmentations substantielles dont le relèvement de l'échelle. C'est de la sorte que fleurissent des grades jamais connus jusque-là : il y en a tellement qu'il est difficile de s'y retrouver.

Les grades de la discorde

Une fois l'accord conclu sur le statut particulier, ce fut une levée de boucliers de la part des catégories qui se sont senties piégées, notamment les chefs d'établissement, et pas seulement eux. Avec le poids de la responsabilité qui est la leur, ces derniers devaient souffrir la frustration d'un grade inférieur au professeur formateur qui enseigne dans l'établissement dont ils ont la charge.

A la clé, les grades version «armée mexicaine» ont aggravé les tensions dans les relations professionnelles au sein des établissements, dans les collèges et les lycées. Si la dérive n'est pas stoppée à temps, il arrivera le jour où la boucle sera bouclée quand les écoles primaires auront expérimenté la fameuse recette de «l'armée mexicaine». Et ce n'est pas une vue de l'esprit puisque la revendication a été entérinée par le décret n°12/240 complétant le décret n°08/315 du 11 octobre 2008. Imaginez une école primaire avec cinq enseignants dont un directeur, un sous-directeur, un professeur d'école formateur, un professeur d'école principal.

Un seul sera enseignant à plein titre. Il aura à subir les ordres de quatre chefs. N'est-ce pas le syndrome de l'armée mexicaine dans toute sa nudité ? Ce qui nous amène à faire le parallèle avec cette histoire typiquement algérienne. C'est un haut responsable à qui on devait présenter l'effectif d'une équipe de quatre ouvriers de chantier. Il demande à l'un d'entre eux : «Quel est ton rôle ?» Et à l'ouvrier, bien costumé, de répondre : «Je suis le chef d'équipe.» Tout aussi bien sapé, le deuxième répond : «Je suis l'adjoint au chef d'équipe.» En tenue de moindre standing, le troisième s'affiche : «Je suis le principal en charge du matériel.» Et enfin, dans une mine ravagée par la poussière et en bleu de chauffe, le quatrième déclare, le regard en berne : «Moi, monsieur ? Je suis l'équipe.» Et de lui montrer ses mains tordues par les coups de pioche et de pelle. Le chantier en question ne verra jamais le jour.

Imaginez une école primaire avec cinq enseignants dont un directeur, un sous-directeur, un professeur d'école formateur, un professeur d'école principal. Un seul sera enseignant à plein titre. Il aura à subir les ordres de quatre chefs. N'est-ce pas le syndrome de l'armée mexicaine dans toute sa nudité ?

Le comble est que dans l'euphorie d'un accord unanime, les protagonistes des négociations de 2008 – les mêmes que ceux de 2011, avaient occulté complètement le sacro-saint principe de la qualité par la formation et le mérite professionnel. L'ancienneté sera retenue comme seul critère d'éligibilité automatique à ces grades. Un grade qui fait double emploi avec celui d'inspecteur dont le rôle est justement de former — mieux, d'aider à la formation/perfectionnement — des enseignants.

On apprend que c'est par milliers que des enseignants aux portes de la retraite accéderont à ce grade sans avoir connu, ni appliqué les missions, supposées codifiées, de leur nouveau statut. Une aubaine qui leur tombe du ciel sans l'avoir jamais imaginée un jour. Les mêmes questions sont aussi valables pour les autres galons généreusement distribués.

La liste a de quoi vous donner le tournis : enseignant principal tous cycles confondus, conseiller d'éducation, conseiller d'éducation principal, conseiller d'éducation en chef, le superviseur («el morchid» en arabe) de l'éducation, le superviseur principal de l'éducation, l'adjoint d'éducation, l'adjoint d'éducation principal, ...).

Ces nouveaux grades répondent-ils à une évaluation fine des besoins du terrain ? Pour quel impact sur la qualité de l'enseignement et sur le climat de travail entre collègues ? Concernant le corps des adjoints d'éducation, il a été créé de toutes pièces vers la fin des années 1980, pour régulariser une situation administrative non formalisée – celle des «pions» de l'époque. La majorité a atteint la cinquantaine et plus. Imaginez un éducateur de cet âge courir derrière des adolescents — pas des écoliers — pour les mettre en rang ou crier pour les discipliner. Surréel ! Ce n'est pas remettre en cause leur engagement et leur sens des responsabilités – ils montrent chaque jour un dévouement formidable. Mais n'est-il pas plus sage de revenir à la bonne vieille formule des «pions», étudiants, voire anciens élèves de terminale qui, tout en préparant leurs études ou leurs examens, s'associent à l'encadrement humain des établissements scolaires moyennant un pécule assez motivant ? Il suffit de creuser l'idée sans pour autant sacrifier les adjoints d'éducation actuellement en activité. Bien au contraire, il s'agit de les aider à se former — une vraie formation/action et non une formation purement formelle — et leur faciliter ainsi l'accès à des postes administratifs ou pédagogiques. Une mesure transitoire qui mènera vers le retour à une formule plus souple et mieux adaptée.

Sacraliser l'ancienneté est cette autre contradiction qui a échappé — par ignorance feinte ou innocente ? — aux syndicats, aux délégués du MEN et à ceux de la Fonction publique.

En effet, comment confondre ancienneté et expérience ou compétence ? Certes l'ancienneté postule à la compétence mais pas de façon systématique. Partout dans le monde et à toutes les époques, il existe une catégorie d'enseignants verrouillés dans leur routine jusqu'à leur retraite. Ils ont travaillé leur carrière durant avec les mêmes fiches pédagogiques, les mêmes pratiques pédagogique sans avoir bénéficié (ou cherché à bénéficier) de sessions de formation, des concours professionnels.

Et ce n'est sûrement pas dans cette catégorie d'enseignants que l'on peut recruter les pédagogues (in)novateurs, curieux des nouveautés et assoiffés de recherche et d'amélioration de leur manière d'enseigner. Cette deuxième catégorie a le mérite de se remettre en question sur le plan professionnel, de s'acquitter de sa mission par dévouement aux élèves et par passion au métier.

Ce sont des boulimiques de la (auto) formation et du perfectionnement. Et bien souvent, ils n'ont pas une grande ancienneté. Ils ne l'auront jamais avec un tel état d'esprit : toujours actifs et en mouvement. Contrairement aux «anciens par routine», ces enseignants engrangent expérience après expérience. Pour eux, chaque année scolaire qui passe est une année de bonification.

Erreur de casting

En vérité, à la lumière de ce décret de la discorde et des propositions incongrues — dont la généralisation de la recette mexicaine au cycle primaire — des questions surgissent. Est-ce que les négociateurs désignés par le MEN et la Fonction publique jouissaient d'une ancienneté (allons-y pour le mot !) et d'une longue expérience du terrain scolaire pour connaître les vrais besoins de la corporation ? Est-ce que la multiplication des grades version «armée mexicaine» émane réellement de la base enseignante – des grades méconnus de nos plus vieux routiers du métier ? Ou est-ce une revendication syndicale coulée dans un opportunisme (pas au sens péjoratif du mot) de bon aloi qui se voulait une alternative à la faiblesse des salaires de l'époque, en 2008 ? Au vu de la levée de boucliers unanime qu'a suscitée ce texte – avec chacun ses raisons, souvent opposées – on pourra aisément répondre à ces deux questions par la négative. Et nous payons le prix fort aujourd'hui pour cause d'une fatale erreur de casting.

Concernant le corps des adjoints d'éducation, il a été créé de toutes pièces vers la fin des années 1980, pour régulariser une situation administrative non formalisée – celle des «pions» de l'époque. La majorité a atteint la cinquantaine et plus. Imaginez un éducateur de cet âge courir derrière des adolescents — pas des écoliers — pour les mettre en rang ou crier pour les discipliner. Surréel !

Excepté son esprit (malheureusement tronqué par les négociateurs) qui se veut ancré dans l'amélioration de la qualité via la formation, la liste est longue des contradictions et des inepties qui jalonnent le décret portant statut particulier des enseignants. Le changement de texte est inéluctable mais seulement après une saine évaluation d'impact qui doit se faire dans la concertation et la transparence. Une évaluation d'impact qui n'aura pas besoin des «lumières» de protagonistes éloignés des réalités du terrain, même s'ils disposent de solides bagages académiques.

Dans la foulée, les retraités seront mis à contribution et les actifs sollicités pour avis. Il y a lieu de faire appel à la sagesse en mettant à plat le texte pour l'aborder sous l'angle de la promotion effective du professionnalisme et de l'éthique éducative. Pourquoi ne pas s'inspirer de ce qui se fait de mieux en la matière dans les pays étrangers, notamment ceux en pointe de l'excellence scolaire ? Il n'est jamais trop tard pour bien faire, dit l'adage populaire. Que toutes les parties regardent la réalité en face avec une vision prospective de ce que sera la fonction enseignante, demain.

Elles privilégieront, ainsi, l'intérêt supérieur de l'école. Et cet intérêt est antinomique des petits calculs politiciens (acheter la paix sociale à n'importe quel prix) ou corporatistes (surenchérir pour se placer dans la course à l'audimat syndical). Ces deux pratiques sont les deux faces d'une même médaille, celle du populisme nocif à plus d'un titre.

Et que certains cercles veulent rééditer. On a tous en mémoire, les pratiques conjointes de l'UGTA et des responsables politiques du temps du SGT des années 1970/80 (statut général des travailleurs). Chaque fin d'année, les deux partenaires fêtaient avec les ouvriers des entreprises publiques des victoires... «donquichottesques». On leur disait que la production avait augmenté d'où la distribution des bénéfices. Le cynisme politique pur et dur ! Par la suite, on s'était aperçu de la supercherie.

C'était la planche à billets de la Banque d'Algérie — même pas les recettes du pétrole, en baisse — qui comblait les déficits chroniques de ces entreprises. L'économie algérienne se réveilla un beau matin groggy. Des complexes industriels entiers et des usines fermaient à tout-va. Des milliers d'ouvriers et de cadres seront licenciés. Eux qui n'auraient jamais accepté les bénéfices du SGT si on leur avait tenu le langage de la vérité dès le départ. Voilà où peut mener le populisme pour ne se contenter que de cet épisode triste de notre histoire syndicale et politique. C'est cette vérité dont ont besoin les enseignants et tous les personnels de l'éducation — y compris les parents d'élèves. Faire partager cette vérité signifie que des mécanismes soient mis en place pour satisfaire aux besoins réels en formation/promotion de tous les corps du secteur de l'éducation nationale.

Que faire ?

Les maîtres du primaire non éligibles (selon les nouvelles normes) au grade de professeur de l'école primaire ont été touchés dans leur amour-propre par la formule purement administrative : «extinction du corps des maîtres de l'école primaire». Celle-ci aurait pu passer sans susciter cette réaction si elle avait été remplacée par « la généralisation du grade de professeur de l'école primaire».